



UFROS ACTU

L'actualité des retraités des organismes sociaux



En ce début d'année, je vous souhaite tous mes vœux et ceux de l'UFROS pour vous-mêmes, vos familles et tous vos proches.

Si la tradition veut que l'on se souhaite « le meilleur », on sait très bien que cette année 2024 sera ce que nous en ferons et nous la souhaitons inventive, dynamique, combative, faite de luttes gagnantes pour le monde du travail et pour les retraités que nous sommes. En 2023, jamais, les inégalités n'ont été aussi criantes : 97 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires, le CAC 40 a atteint des sommets, pas les salaires, ni les pensions. L'indice INSEE évoque une inflation à 4,9% en 2023 mais pour la même période : +7,2% pour les prix de l'alimentaire (avec des pointes à +31% pour le sucre, +11% pour le riz).

Et l'on nous annonce, entre-autre, une forte hausse des cotisations des complémentaires santé, une explosion des tarifs de l'électricité avec la hausse des taxes, programmée par le gouvernement malgré une baisse des coûts d'approvisionnement. Remplir le réfrigérateur, payer ses factures ou partir en vacances devient de plus en plus difficile quand 8 millions de personnes sont aujourd'hui en état de précarité sociale.

Pour 2024, l'UFROS entend poursuivre et développer les mobilisations en direction des retraités, en lien avec l'UCR, autour du triptyque revendicatif : Pensions, sécurité sociale, services publics et sur le 100% sécu avec notre Fédération CGT des organismes sociaux puisque nous porterons cette exigence et cette ambition dans nos congrès respectifs de la Fédération au mois de mai et de l'UFROS en octobre prochain à Cap Ferret. Tout comme nous appuierons inlassablement notre démarche sur les questions de vie syndicale afin de se donner tous les atouts pour tenir nos objectifs de développement de nos forces organisées.

Je ne peux terminer cet édito sans évoquer notre combat, sans relâche, pour la Paix et la solidarité avec le Peuple Palestinien, après les manifestations et rassemblements des 13 et 14 janvier où la CGT a pris toute sa place. De même, la CGT appelle à se mobiliser massivement dimanche 21 janvier 2024, avec 201 personnalités de tous horizons, culturel, associatif, syndical et politique, pour la justice sociale et l'égalité, afin que le Président de la République ne promulgue pas la loi « immigration » (voir tract CGT ci-joint).

Vous trouverez aussi en page 4 de ce document un sondage, sollicitant votre avis sur cet outil de communication qu'est l'UFROS-ACTU afin que nous puissions adapter ce support de communication à vos attentes et besoins. Merci d'y répondre nombreux par mail.

Jean-Yves Lehuédé
Secrétaire Général de l'UFROS

P1/4



UFROS CGT



Pour la justice sociale et l'égalité

NON À LA LOI - IMMIGRATION



Le 21 janvier, 201 personnalités de tous horizons, culturel, associatif, syndical et politique, appellent à se mobiliser pour exiger que le président de la République ne promulgue pas la loi dite « immigration ». La CGT appelle le monde du travail à se mobiliser massivement et à faire de cette journée une puissante journée de manifestation.



P3/4

**FLASHER LE
CODE POUR
SE SYNDIQUER**

CGT.FR

Pour faire diversion et éviter de traiter les questions sociales sur les salaires et l'emploi, Emmanuel Macron a fait le choix de mettre à l'ordre du jour une nouvelle loi sur l'immigration alors que depuis quarante ans il y a déjà eu 29 réformes.

Le contenu de la loi reprend les principales propositions du Rassemblement national et remet en cause nos principes républicains.

Une loi xénophobe :

- assimilant l'immigration à l'insécurité ;
- stigmatisant l'étranger-e par sa nationalité, sa religion ;
- soutenue par l'extrême droite.

Une loi en opposition aux valeurs républicaines :

- application du principe de préférence nationale pour l'accès aux allocations ;
- remise en cause du droit du sol pour les enfants de parents étrangers ;
- contraire à la Constitution sur de nombreux points.

Une loi contre les femmes et les familles :

- précarisant davantage les femmes qui pour la plupart travaillent dans les métiers souvent dévalorisés ;
- remettant en cause le droit aux APL, aux hébergements d'urgence ;
- remettant en cause l'accès à l'aide médicale d'État ;
- favorisant l'expulsion des enfants.

Une loi par et pour le capital :

- La précarisation des travailleur·ses étranger·es va permettre de tirer l'ensemble des droits des travailleur·ses vers le bas et contribuer au dumping social.

Il faut rappeler que l'immigration ne coûte pas – c'est au contraire une richesse pour notre pays. Chaque année, les travailleuses et travailleurs étranger·es font rentrer 60 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts.

Elles et ils occupent des secteurs essentiels pour l'économie, dans le bâtiment, le nettoyage, le traitement des déchets ou encore dans les métiers de la santé où nombre de soignant·es sont des travailleurs et travailleuses étranger·es.

L'immigration, très souvent jeune, atténue le vieillissement de la population.

La CGT porte d'autres propositions, notamment la régularisation des travailleuses et travailleurs pour éviter le dumping social et l'égalité de traitement entre tou·tes les salarié·es. C'est dans ce cadre que la CGT exige la régularisation des travailleur·ses en grève en Région parisienne et dans le Nord.

Pour gagner des droits pour toutes et tous, pour s'opposer à la loi « immigration », gagner la non-promulgation de la loi, peser sur les décisions du Conseil constitutionnel et obtenir une régularisation de droit de tou·tes les travailleur·ses sans papiers.

Le 21 janvier 2024, avec la CGT et de nombreuses organisations syndicales et associations, manifestons partout en France.

Retrouvez tous les lieux de manifestation sur
-> www.21janvier.fr.

SONDAGE sur l'UFROS Actu

Votre avis est important...

Afin de mieux répondre à vos besoins, nous souhaitons connaître votre opinion et vos attentes sur l'UFROS Actu. Nous vous invitons à remplir ce questionnaire et à nous le retourner, par e-mail à : ufros@orgasociaux.cgt.fr ou par courrier postal à : UFROS CGT Case 536 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex.

Nom du syndicat ou section :

Nom Prénom du lecteur :

Adresse :

E-mail :

N° de téléphone :

Le journal :

Utile

OUI	NON
-----	-----

Partagez-vous sa lecture

OUI	NON
-----	-----

Son contenu :

Apprécié

OUI	NON
-----	-----

Satisfaisant

OUI	NON
-----	-----

Attachez-vous de l'intérêt à l'actualité nationale

OUI	NON
-----	-----

Attachez-vous de l'intérêt à l'actualité retraitée

OUI	NON
-----	-----

1 page de brèves vous semble-t-elle pertinente

OUI	NON
-----	-----

1 page régionale vous semble-t-elle pertinente

OUI	NON
-----	-----

Votre commentaire :

Merci pour votre participation